

Je vous remercie, Monsieur le Président. Je vous souhaite la bienvenue à cette conférence sur les maisons de commerce en ce lendemain de la Journée du Budget.

Je suis vraiment venu ici pour vous parler du commerce et des maisons de commerce, mais permettez-moi de vous entretenir d'abord un peu du budget d'hier. Si je ne le fais pas, je pourrais être le seul au Canada à n'en pas parler aujourd'hui.

Notre gouvernement a été élu pour amener un changement -- surtout pour créer à nouveau des emplois dans l'économie canadienne. Le 8 novembre, nous avons présenté une stratégie par laquelle cet objectif pourrait être atteint et à laquelle les Canadiens pourraient contribuer activement.

Le budget vient appuyer cette stratégie. C'est un budget qui encouragera la croissance dont nous avons besoin pour créer des emplois et pour réaliser des progrès sociaux et culturels. Il se fonde par dessus tout sur un besoin d'équité.

Les mesures présentées dans le budget se concentrent sur trois domaines essentiels au renouveau économique.

Premièrement, nous devons encourager l'initiative privée. Le gouvernement décide depuis trop longtemps de ce qui est le mieux pour les Canadiens. Nous voulons que ce soient les Canadiens, et non le gouvernement, qui choisissent ce qui leur semble le mieux pour le Canada.

Deuxièmement, nous devons gérer plus efficacement la structure gouvernementale. Une saine économie nécessite un secteur public efficient, efficace et juste.

Enfin, nous devons contrôler la dette nationale. L'emploi n'atteindra pas un niveau satisfaisant tant que le déficit n'aura pas été réduit à un niveau satisfaisant.

Depuis l'élection et l'Exposé économique de novembre, nous avons consulté avant d'agir, et nous avons agi de façon équitable. Ce budget, le premier véritable budget de notre mandat, vient appuyer notre stratégie de renouveau -- et par des actions concrètes.

Les problèmes économiques de ce pays ne sont pas faciles à régler. Mais nous devons pourtant les régler. Le budget traite de façon réaliste de la nécessité de développer l'économie, de réduire le déficit et de créer des emplois. Et nous avons souligné que le gouvernement - quel